



Transfert d'idée et résistances au changement : le cas de la banque centrale européenne après la crise

Clément Fontan

► To cite this version:

Clément Fontan. Transfert d'idée et résistances au changement : le cas de la banque centrale européenne après la crise. Séminaire PACTE "Européanisation et transfert institutionnel", Nov 2009, Grenoble, France. halshs-00452507

HAL Id: halshs-00452507

<https://shs.hal.science/halshs-00452507>

Submitted on 2 Feb 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TRANSFERT D'IDEE ET RESISTANCES AU CHANGEMENT : LE CAS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE APRES LA CRISE

RESUME

Cette communication a pour but d'analyser l'action politique de la Banque Centrale Européenne (BCE) tout en présentant mes avancées de thèse. La littérature montre que le consensus autour des paradigmes néoclassiques a été un facteur décisif dans la création d'une Banque Centrale indépendante et attachée à la stabilité des prix au sein de l'Union Economique et Monétaire (UEM). La Banque et ses missions sont les fruits d'un construit politique et idéal et elle n'est donc pas qu'une institution économique gérant la politique monétaire de l'UE. C'est une institution imbriquée dans un jeu d'acteurs complexe au niveau communautaire, qui est en partie dépendante des relations avec ses partenaires et entre lesquels se construisent des jeux de pouvoir (I). L'analyse du discours officiel de la Banque donne des indices quand à sa manière d'élaborer un modèle d'organisation économique et des arguments qu'elle utilise pour le promouvoir auprès de ses partenaires (II). Ces indices nous amènent à construire des hypothèses sur la manière dont la Banque met en place un transfert d'idée auprès de ses partenaires. Le principal but de ce transfert est de stabiliser et de renforcer le consensus idéal qui a justifié l'indépendance de la BCE auprès des forums scientifiques communautaires (III). La crise financière de l'automne 2008 permet de voir en filigrane de toute cette communication le lien entre le transfert d'idée que la Banque a mis en place et les résistances aux changements que la crise pourrait provoquer.

Introduction : Questionnement scientifique et objectifs de la thèse

Depuis 1999, la politique monétaire des pays de la zone Euro a été complètement transférée à une institution supranationale: la BCE. La Banque a une place particulière dans le dispositif économique et monétaire de l'Union Européenne (UE) car elle est sensée fonctionner de manière complètement indépendante¹ tout en disposant d'une mission clairement définie: la stabilité des prix². Le couple "indépendance de la Banque" et « délégation totale des compétences » a fait lever quelques interrogations sur le caractère démocratique de cette architecture institutionnelle, surtout qu'il n'existe aucun contrepoids supranational à la BCE au niveau de l'UE³. Certaines études ont repris cette interrogation en appliquant le modèle du principal-agent⁴ à cette délégation. Inspirée par les principes économiques, cette théorie cherche à explorer la délégation des compétences du *principal* à un *agent* qui se voit confier une mission claire et qu'il doit respecter. Le « contrat » démocratique peut donc être rempli si la Banque mène une politique monétaire visant la stabilité des prix, ce qui satisfait les préférences initiales du principal⁵ (ici les Etats de la zone Euro). Cependant, les postulats rationalistes de cette théorie empêchent de comprendre la nature et le rôle proprement politique de la Banque qui ne se limite pas seulement à conduire une politique monétaire selon les objectifs fixés par le Traité. En effet, c'est une institution imbriquée dans un jeu d'acteurs complexe au niveau communautaire, qui est en partie dépendante des relations avec ses partenaires et entre lesquels se construisent des jeux de pouvoir. Ainsi, elle s'intéresse de près à des sujets qui ne relèvent pas de sa compétence directe comme les réformes structurelles des marchés du travail⁶ et la soutenabilité des

¹ L'article 127-1 du Traité de Lisbonne précise que les dirigeants de la BCE ne doivent pas chercher de conseils et d'avis de membres des institutions européennes et nationales et que ceux-ci ne doivent pas chercher à leur en donner.

² L'article 130 du Traité de Lisbonne précise que la politique de la Banque pourra chercher à aider les différentes économies nationales à atteindre les buts de l'UE toutefois, sans préjudice à son objectif de stabilité des prix.

³ L'Eurogroupe ou même le conseil Ecofin ne peuvent pas être qualifiés de gouvernement économique de l'Europe, ce ne sont que de réunions des ministres de l'économie des différents Etats-membres.

⁴ Théorie popularisée dans la science politique par l'article de Pollack, Mark A. "Delegation, agency, and agenda-setting in the European Community", *International Organization*, vol. 51, 1997, pp 99-134

⁵ Cet argument est avancé dans l'article de Elgie R., "The Politics of the European Central Bank: Principal-Agent theory and the Democratic Deficit". *Journal Of European Public Policy*, Vol. 9, No. 2, 2002, pp 186-200.

⁶ Par exemple : *Editorial du bulletin de Novembre 2009* : « En ce qui concerne les réformes structurelles, tous les pays doivent consentir des efforts plus importants pour favoriser durablement la croissance et l'emploi. Il est

finances publiques⁷ ou des régimes de retraites. Il faut noter que ces prises de position sont loin d'être anodines : elles se retrouvent de manière systématique dans toutes les déclarations de la Banque qui dans ses bulletins appellent aussi à la responsabilisation des partenaires sociaux pour la modération des salaires afin de contenir les pressions inflationnistes⁸.

Or, les sujets dont s'emparent le discours sont en lien étroit avec la notion de pouvoir, comme l'a montré Foucault et sa notion de généalogie qui s'intéresse à une compréhension des relations non-discursives formant les possibilités d'existence du discours. Être un généalogiste, c'est être un cartographe qui essaye de déterminer les relations entre les parts discursives et les parts non-discursives d'un document sur une carte ayant trois dimensions : la vérité, le pouvoir et la connaissance⁹. En d'autres mots, si la Banque peut parler des réformes structurelles, c'est qu'elle s'est construit une crédibilité pour pouvoir le faire, elle entretient une relation de pouvoir avec les destinataires de son discours, la relation de pouvoir étant : « un moyen d'action sur l'action, en effet, les relations de pouvoir sont enracinées profondément dans le nexus social, ce n'est pas une structure supplémentaire au dessus ou en dessous de la société ¹⁰ ». Toujours selon Foucault, il existe une bataille sémantique pour l'appropriation de la vérité et pour la production de régimes de savoir, ce qui constitue aussi une bataille pour le pouvoir étant donné que le savoir contraint le champ des possibilités de l'action politique. C'est la raison pour laquelle le savoir « est lié dans une relation circulaire à un système de pouvoir qui en est induit et étendu ¹¹ ».

L'analyse du discours de la BCE montre bien qu'elle effectue une montée en généralité pour passer de l'importance de la stabilité des prix à celle des réformes structurelles en justifiant son argumentaire grâce aux postulats de base des théories économiques néo-

probable, en effet, que la crise financière ait affecté la capacité productive des économies de la zone euro. Il est nécessaire, en particulier, de mettre en œuvre un processus approprié de fixation des salaires, une flexibilité suffisante des marchés du travail et des incitations efficaces au travail. »

⁷ Par exemple : *Editorial* du bulletin d'Octobre 2007 : « En ce qui concerne les politiques budgétaires, le Conseil des gouverneurs est de plus en plus préoccupé par le relâchement des efforts d'assainissement structurel et par le report de l'adoption de mesures décisives de correction des déséquilibres des finances publiques. »

⁸ Voir l'analyse lexicométrique des bulletins en deuxième partie de cette communication.

⁹ Les notions d'archiviste et de cartographe font référence aux titres des deux premiers chapitres de l'ouvrage de Deleuze G., *Foucault*, Ed. de Minuit, Paris, 1986

¹⁰ Foucault M. and Faubion J. *Power (essential works of Foucault 3)*, Penguin Books, 2002, p343

¹¹ Foucault M. *Power/knowledge : selected interviews and other writings, 1972-1977*, Pantheon, 1980, p133

classiques. Quand la Banque analyse les réformes structurelles, celle-ci ne procède pas uniquement à de l'analyse économique : elle ouvre un champ de débat, rencontre des partenaires et rentre ainsi dans la production de « régimes de savoir », et donc de pouvoir. La thèse a pour objectif de cerner ces relations de pouvoir entre la Banque et ses partenaires communautaires. On analyse ainsi *la manière dont elle met en place un transfert d'idée dans les forums auxquels elle participe afin de renforcer le consensus idéal (ou le régime de savoir) qui a influencé l'architecture institutionnelle de l'UEM*.

Pour se faire, on effectue un résumé de la littérature ayant traité de la création de la BCE ou de l'UEM avec une interrogation particulière sur la manière dont les auteurs montrent comment les idées comptent (I). S'il existe plusieurs travaux remarquables sur ce sujet, très peu traitent des effets de ces idées créatrices sur l'action politique de la Banque aujourd'hui : est-elle enfermée dans une « path dependency » idéale depuis sa création ? La crise financière de l'automne 2008 est un moment d'analyse particulièrement intéressant : il présente toutes les opportunités pour la Banque de rompre avec cette « path dependency » car elle a dû adopter une politique de taux d'intérêts différents, a collaboré de près avec les institutions étatiques et surtout les fondements de la crise remettent en question les paradigmes néo-classiques¹² qui ont inspirés la création de l'UEM. Or, la Banque ne saisit pas cette opportunité de changement et le transfert d'idée cherche toujours à consolider le consensus néo-classique : pourquoi rien ne change t'il ?

Pour répondre à cette interrogation, cette communication analyse d'abord l'institution par ses documents officiels (II), ce qui permet de dégager des hypothèses sur la manière dont la Banque met en place ce transfert d'idée et les enjeux stratégiques de celui-ci, notamment la sauvegarde de son indépendance (III). Le test de ces hypothèses devra se faire sur le terrain dont l'accès est la prochaine étape de la thèse, ce qui pourra se faire sous la forme d'un stage, d'un travail d'observation et/ou d'interviews de responsables clés, notamment dans la DG « International and European relations ».

¹² La remise en cause des idées économiques dominantes est notamment évoquée dans Hart Keit et Ortiz Horacio, « Anthropology in the financial crisis », guest editorial in *Anthropology today*, Vol.24, No.6, Décembre 2008, pp 1-3.

I) La création de la BCE à la croisée des explications idéelles et politiques

L'architecture institutionnelle d'un système économique se justifie souvent par des arguments d'efficacité économique accrue et de meilleure allocation des ressources. Pourtant, la place de la Banque dans l'UEM ainsi que ses objectifs définis par le Traité de Lisbonne ne sont pas compréhensibles grâce à des arguments rationalistes ou fonctionnalistes : ce sont les résultats d'une action politique et d'un construit idéologique.

Dans son analyse comparée des réformes menant à l'indépendance des Banques centrales, K.McNamara montre bien que ceci n'est pas dû une meilleure efficacité de cette configuration particulière, censée rassurer les investisseurs sur le marché car elle empêche la fluctuation de la monnaie par rapport aux cycles électoraux¹³. L'image d'une Banque Centrale indépendante a été associée à celle de modernité, la politique monétaire étant séparée des influences politiques et partisans et laissée entre les mains d'experts compétents. Cependant, la délégation n'est pas dénuée de dimension normative : il existe un choix à faire entre les risques pour l'emploi et ceux pour l'inflation, or, l'indépendance des banques centrales privilégie la stabilité des prix. Etant donné qu'il n'existe pas de corrélation tangible entre l'indépendance des Banques et la stabilité des prix, McNamara s'intéresse aux bases sociales de la diffusion des formes organisationnelles. L'émulation par les pairs et un consensus idéal fort dans la communauté des Banquiers centraux a permis l'indépendance des Banques Centrales qui a été présenté comme le meilleur choix rationnel dans un contexte culturel spécifique : celui du paradigme néo-classique. On peut donc prouver que les idées jouent un rôle dans les reconfigurations des organisations économiques en délimitant leur rôle explicatif par rapport aux autres variables explicatives potentielles, ce qui amène à s'interroger sur leur nature.

La difficulté particulière à employer la notion d'idée dans la science politique tient à l'ambivalence de leur nature : parfois elles guident les actions des agents, parfois les agents

¹³ McNamara K., « Rational fictions :Central Bank independence and the social logic of delegation», *West European Politics*, Vol.25, No.1, January 2002, pp 47-76

s'en emparent pour justifier leur action¹⁴. Dans la pratique de la recherche, il est très dur de distinguer les deux notions car si un auteur penche plutôt d'un côté que de l'autre, ceci est dû à une multiplicité de postulats de recherches comme la rationalité de l'agent, l'importance de la structure sur l'agency ou la possibilité de prouver la causalité d'une variable particulière. On peut néanmoins distinguer deux groupes : ceux qui pensent que les idées peuvent reconfigurer les préférences des agents et jouent un rôle interprétatif et ceux qui pensent qu'elles sont importantes car elles permettent aux agents de se regrouper en coalitions. Ainsi, pour expliquer la création de l'UEM, N.Jabko¹⁵ et K.McNamara¹⁶ parlent bien de la même chose : l'articulation de la notion d'idée avec le jeu politique. Cependant, ils vont accorder plus d'importance à un facteur que l'autre en considérant les idées plutôt de manière interprétative ou plutôt comme armes stratégiques pour la construction de coalitions.

N.Jabko analyse ainsi que le set d'idées liées à la notion de marché a été utilisé par certains acteurs clés comme la Commission Européenne en tant que compensation d'un manque de pouvoir réel. Ainsi, la Commission a pu construire des alliances hétéroclites autour de la notion de marché et rassembler des acteurs aux vues différentes afin de promouvoir le projet d'intégration européenne. Les idées n'ont alors pas eu un impact grâce à la domination du paradigme néolibéral en tant que tel mais grâce à une stratégie politique bien menée : la notion de marché a été utilisée car elle offrait le répertoire le plus large de justifications. D'autres auteurs vont plus insister sur le rôle spécifique des Banquiers Centraux regroupés en communautés épistémiques¹⁷ ou sur le poids des jeux de pouvoirs inter-

¹⁴ Parsons Craig, *How to map arguments in political sciences*, Oxford, Oxford university press, 2007 et Sabatier P. (ed) *Theories of the Policy process*, Westview Press, Boulder, 1999, notamment pour la distinction entre les niveaux d'idées "deep-core" et "second-order"

¹⁵ Jabko Nicolas, *Playing the market, a political strategy for uniting Europe, 1985-2005*, Cornell University Press, Ithaca, 2006

¹⁶ Mcnamara K., *The currency of ideas : monetary politics in the European Union*, Ithaca, Cornell University Press, 1998 et Mcnamara K., "Economic Governance, Ideas and EMU: What Currency Does Policy Consensus Have Today?", *Journal of Common Market Studies*, Vol. 44. No.4, 2006, pp 803-821

¹⁷ Marcussen M. « Central Bankers, the ideational life-cycle and the social convergence in the EMU », *EUI Working Paper No 98/33*, 1998 et Verdun Amy « The role of the Delors Committee in the creation of EMU : an epistemic community? », *EUI Working Paper No 98/44*, 1998

gouvernementaux¹⁸ mais ne s'éloignent pas de la logique globale de Jabko. La recherche part donc du politique pour expliquer son articulation avec le facteur idéal.

K. McNamara fait le chemin inverse : elle part du consensus idéal pour expliquer son articulation avec le jeu politique. Le moment-clé du changement, se situe entre la fin du « serpent monétaire » (1972-1978) et la création du Système Monétaire Européen (1979) où la majorité des gouvernements européens cessèrent de suivre des politiques monétaires actives pour s'orienter vers une logique de stabilité des prix. En effet, les dirigeants avaient le choix entre plusieurs options¹⁹ et ont opté pour celle qui était la plus compatible avec les bases des théories néo-classiques en ne remettant pas en question le mouvement des capitaux ni l'indépendance des Banques Centrales. « ce changement de politique n'était cependant pas conduit par un pur engagement idéologique mais était plutôt une réponse politique et historique contingente donnée par les dirigeants politiques dans le contexte d'une économie mondiale plus ouverte et compétitive²⁰ ». Finalement c'est la conjonction de la domination du paradigme néo-classique, des échecs des politiques publiques keynésiennes et de l'émulation du modèle de la Bundesbank, qui ont permis l'émergence de l'UEM.

Pour Mark Blyth²¹, les idées comptent car elles permettent aux agents de réorienter leurs propres intérêts. Ceci s'explique dans le cadre du monde économique où il existe un effet "auto-réalisateur" : si une majorité d'acteurs croient profondément en la véracité d'un paradigme économique, celui-ci va se réaliser. Il existe des moments de grande incertitude dans l'histoire économique (comme les crises qui remettent en question les fondations d'un paradigme dominant) qui sont définies comme des situations que les agents considèrent comme uniques et où ils deviennent *incertains* de leurs propres intérêts. Ceci implique qu'une crise économique n'est pas évidente dans le sens où elle doit être constituée, narrée pour

¹⁸ Kaelberer M., "Knowledge, power and monetary bargaining: central bankers and the creation of monetary union in Europe", *Journal of European Public policy*, Vol.10, No.3, Juin 2003, pp 365-379

¹⁹ La modélisation du « triangle magique » de Mundell-Fleming montre que seules deux des trois options suivantes sont possibles en même temps : des taux de change fixes, l'autonomie de la politique monétaire et la liberté de la circulation du capital

²⁰ McNamara K.. *The currency of ideas : monetary politics in the European Union* p63

²¹ Blyth Mark, *Great transformations, economic ideas and institutional change in the twentieth century*. Cambridge University Press, Cambridge, 2002

exister. La mobilisation des perceptions d'une crise implique donc la formation et la domination d'une idéologie simplificatrice qui doit trouver des points de résonances avec une multitude d'événements individuels. Une crise est une construction sociale qui rend l'incertitude perçue par les agents explicable grâce un répertoire particulier d'idées. La variable idéelle agit ainsi sur la formation des préférences des agents lors de moments opportuns comme les crises économiques.

En conclusion, la littérature existante reconnaît en totalité l'importance du consensus idéal dans les forums scientifiques des économistes²² mais ne lui accorde pas la même place parmi les autres variables explicatives. A la suite de Palier et Surel²³, la thèse ne va pas chercher à résoudre la question du rôle stratégique ou cadrant des idées mais va considérer les variables idées-intérêts-institutions comme complémentaires, chacune d'elles pouvant éclairer les angles morts des autres. Ainsi, l'intérêt de certains acteurs (la Commission) à provoquer la création de l'Union Economique et Monétaire (UEM) a pu être soutenu par un consensus économique dans les forums scientifiques²⁴ et par des mécanismes d'apprentissage liés aux configurations institutionnelles ultérieures sans que l'on puisse établir de lien de causalité entre ces facteurs. Notre porte d'entrée dans cette articulation reste la variable idéelle car c'est elle qui permet de déceler le plus facilement le rôle proprement politique de la Banque dans l'UEM aujourd'hui grâce à l'outil de l'analyse de discours.

²² Jobert B, *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, Harmattan, 1994, p.12.

²³ Palier B. et Surel Y., « Les trois « I » et l'analyse de l'Etat en action », *Revue Française de sciences politiques*, Vol.55, No.1, février 2005, pp 7-32

²⁴ La notion de forum est utilisée selon le sens donné dans Jobert B., « Europe and the recomposition of national forums : the French case », *Journal of European Public Policy*, Vol.10, No.3, Juin 2003, pp 463-477 : les forums scientifiques servent à la production de répertoires d'idées qui sont ensuite institutionnalisées dans les arènes politiques.

II) Les caractéristiques du discours de la BCE

Afin de comprendre le rôle politique de la Banque, il faut définir les ressorts de son action, c'est-à-dire la manière dont elle peut avoir du pouvoir sur ses partenaires, ou en d'autres mots une capacité d'action sur l'action. Le principal instrument dont elle dispose est son monopole sur la politique monétaire qui passe par la fixation des taux d'intérêts de l'Euro. Une question récurrente dans la littérature est de savoir si la BCE peut essayer de négocier des réformes auprès de ses partenaires en utilisant une variation de ces taux²⁵. En effet, on peut imaginer que la Banque puisse proposer un « échange » entre une politique de taux d'intérêts plus conciliante (surtout dans la période qui précédait la crise) contre la mise en place de réformes structurelles ou le respect du Pacte de stabilité, deux sujets qu'elle aborde souvent. Un premier écueil à cette analyse est d'abord la multiplicité des partenaires potentiels auprès desquels elle devrait rentrer en négociation car il n'existe pas de gouvernement économique dans la zone Euro. On imagine mal alors une négociation entre la Banque d'un côté et tous les ministres de l'économie des Etats-membres devant prendre en compte les spécificités de leurs différentes situations nationales. La comparaison entre, d'une part les menaces de la Banque d'adopter une politique plus stricte pour contrer les effets inflationnistes que pourrait provoquer le non respect des règles du Pacte de stabilité et, d'autre part, la conduite de sa politique monétaire n'a pas été concluante. Les résultats ont montré que malgré le caractère répétitif de ces menaces, la fixation des taux d'intérêt devait prendre en compte des facteurs bien plus importants (comme les prix du pétrole ou la valeur du dollar) pour être un instrument efficace dans ce jeu entre l'Eurogroupe (et notamment la France et l'Allemagne) et la BCE. Par conséquent, comment expliquer ce caractère répétitif des déclarations de la Banque et comment trouver les moyens d'action de la Banque auprès de ses partenaires ?

²⁵ Howarth D. and Loedel P., "The ECB and the Stability Pact: policeman and judge?", *Journal of European Public Policy*, Vol.11, No.5, Octobre 2004, pp. 832–853

C'est l'analyse lexicométrique du discours de la BCE²⁶ dans ses documents officiels (les bulletins mensuels)²⁷ qui va permettre de donner des indices pour répondre à ces questions.

Pour effectuer cette analyse, il faut d'abord constituer un corpus : il incorpore de manière systématique toutes les sections du bulletin mensuel ne relevant pas strictement de l'analyse monétaire et ses éditoriaux et il est divisé en deux périodes, la première s'étalant de Janvier 2006 à Décembre 2007 et de Septembre 2008 à Janvier 2009. La taille de ces deux corpus (209 899 et 47 954 mots) est suffisante pour atteindre le seuil de relevance de l'analyse. Les corpus sont ensuite normalisés (balisage des phrases...) et lemmatisés (chaque mot est lié à une entrée du dictionnaire, les noms et les adjectifs sont distingués).

La première étape de l'analyse est de dresser la liste des mots les plus utilisés (tableau 1 de l'annexe). Ces listes sont parlantes. Par exemple, le classement hiérarchique des noms propres traduit bien le poids prépondérant de l'Allemagne dans la zone euro. D'autre part, la présence au premier rang des noms propres de l'IPCH (indicateur d'inflation) et celui d'inflation dans les substantifs montre bien *l'attention prédominante accordée aux prix par la Banque*. Signalons encore, *l'impersonnalité du discours* (le classement des pronoms est tout à fait inhabituel, notamment le sur-emploi de "se"), le poids de la négation ("ne... pas" ou "ne... plus" et "non"), qui indique un discours défensif ou d'auto-justification et l'importance du démonstratif ("ce", "celui" et "cela") caractéristique d'un discours à dominante pédagogique.

Cette liste donne une idée des thèmes abordés par la Banque mais doit être affinée par l'étude des "syntagmes répétés", c'est-à-dire les associations de vocables utilisés ensemble (Tableau 2). On peut voir que deux thèmes se distinguent nettement : la stabilité des prix et le

²⁶ Pour une présentation plus étoffée de cette méthode voir : Labbé D. « Normes de saisie et de dépouillement des textes politiques », *Cahier du CERAT*, Grenoble, 1990 et Labbe C. et Labbe D. « How to measure the meanings of words ? Amour in Corneille's work », *Langage Resources Evaluation*, Vol 39, 2005, pp 335-351

²⁷ Une autre analyse des bulletins mensuels de la BCE existe : Dufresne A. "Le discours de la BCE concernant les aspects sociaux". In Purnelle G, Fairon C et Dister A. (éds). *Le poids des mots. Actes des 7e journées internationales d'analyse des données textuelles*, Presses Universitaires de Louvain, 2004.

Une analyse des interventions orales des membres du directoire peut également être consultée : Barbas Joan « La communication de la Banque Centrale Européenne, entre technicité économique et impératif de justification », *Terrains et travaux*, Vol.8, No.1, 2005, pp 53-73

marché du travail. On peut imaginer que le discours lie ces deux notions, ce que va confirmer l'analyse du « sens » des mots.

Il existe deux manières d'étudier le « sens » des mots, l'analyse de leurs univers (quels sont les vocables sur- ou sous- employés dans les phrases où le mot étudié apparaît) et les phrases les plus représentatives (celles où apparaissent le plus de mots sur-utilisés dans les univers). Ainsi, le mot associé le plus étroitement à « prix » est « hausse » et la phrase la plus « significative où « prix » apparaît est « Des risques à la hausse continuent de peser sur les perspectives d'évolution des prix ». Il apparaît également que les phrases contenant "prix" sont longues de plus de 33 mots en moyenne, ce qui est relativement long et signale des phrases plus "pensées" et plus complexes que le reste du bulletin. Les univers d' « emploi » et de « croissance » sont caractérisés par une sous-représentation des verbes d'action et par une présence importante du syntagme « réformes structurelles » et des mots « flexibilité » et « soutenabilité »²⁸.

Cette rapide analyse confirme que la Banque a bien « intégré » dans son discours les postulats de la pensée néo-classique par un raisonnement est en trois temps: 1) La politique monétaire doit être stable pour rassurer les investisseurs et leur permettre de faire de meilleures anticipations, 2) Cette confiance permet une allocation optimale des ressources sur les différents marchés ce qui crée les conditions pour une croissance soutenable, 3) Cette croissance soutenable est la seule solution pour parvenir au plein-emploi à moyen ou long-terme. Il faut aussi noter deux points qui démontrent le caractère stratégique de ce discours. Les risques d'inflation sont toujours présentés comme incertains et difficiles à déterminer. L'incertitude est une donnée cruciale dans une relation de pouvoir²⁹ et la BCE se présente comme l'expert le plus crédible dans l'analyse et la maîtrise de la stabilité des prix sujette à

²⁸ Pour une analyse plus détaillée des syntagmes, voir mes travaux précédents :

Fontan Clément, « La BCE, un nouvel acteur politique, Analyse lexicométrique des bulletins mensuels (2006-2007) », Mémoire de M2 recherche, IEP Grenoble, 2008

Fontan Clément, « What does it really change ? The effects of the 2008 economic crisis on the ECB discourse », Communication for the 4th EU grad Student Conference, Pittsburgh 2009.

²⁹ Comme l'expliquent Crozier Michel et Friedberg Erhard, *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977

des fluctuations incertaines. Ensuite, la notion de soutenabilité est liée à celle des finances publiques. La BCE invoque l'argument du vieillissement de la population pour affirmer qu'il existe un risque considérable pour l'équilibre des budgets publics, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la stabilité des prix. Elle en appelle donc à des réformes budgétaires. De la même manière, elle présente la flexibilisation des marchés du travail comme le principal moyen d'action pour arriver à une croissance soutenable ainsi que la prouve cette phrase représentative :

« les facteurs structurels ayant éventuellement une incidence sur les tendances de l'emploi peuvent être regroupés en deux grandes catégories : (a) les politiques visant à accroître les incitations à travailler et à créer des emplois, par exemple en réduisant l'imposition du travail, et (b) les politiques visant à accroître la flexibilité des marchés et la capacité d'ajustement aux chocs en assouplissant, par exemple, la réglementation sur les marchés du travail et des produits. » (Bulletin Avril 2007)

Enfin, on peut s'intéresser aux changements qu'auraient pu provoquer la crise financière de 2008 dans le discours de la Banque. La réponse à cette interrogation est simple : les changements sont minimes et ils vont plutôt dans le renforcement de l'importance de la pensée néoclassique. On compare d'abord la « distance » entre l'utilisation des différentes occurrences dans les deux corpus : la similitude se situe entre 70 et 80%, ce qui signifie que le style varie très peu³⁰. Cette observation est confirmée par le tableau II de l'annexe qui montre l'apparition de nouveau vocabulaire dans le discours de la Banque : la crise a légèrement renouvelé cet apport mais s'est tassé presque immédiatement. La BCE n'utilise pas de nouveau vocable mais pourrait s'adapter en changeant les thèmes abordés : la comparaison des syntagmes utilisés montre qu'elle ne le fait pas (tableau III de l'annexe). En effet, les syntagmes les plus utilisés restent plus ou moins les mêmes avec quelques variations cependant : la « stabilité des prix » (+48%), « activité économique » (+45%), et « moyen-terme » (+31%) sont plus souvent utilisés. Au contraire, « croissance économique » (-76%), « finances publiques » (-57%) et « long-terme » (-44%) déclinent. Ces variations peuvent

³⁰ Labbé Cyril and Labbé Dominique "Inter-Textual Distance and Authorship Attribution Corneille and Molière". *Journal of Quantitative Linguistics*. No.8, Vol. 3, p. 213-231. 2001

paraître paradoxales : c'est au moment où la croissance ralentit et où les finances publiques souffrent que la Banque se désintéresse de la question. En fait, si on s'intéresse à la question temporelle, cette contradiction s'explique. L'analyse traditionnelle de la Banque a clairement été déstabilisée par cette crise qui remet en question les paradigmes de sa pensée. Elle ne peut donc plus se projeter sur le long-terme, domaine temporel de la croissance et de la soutenabilité dans les enchainements de la pensée néo-classique (ils sont conditionnés par la stabilité des prix). La résistance au changement de la Banque est bien montré ici, en présence d'une situation qui remet en cause les enchainements logiques de sa pensée économique, elle revient aux « fondamentaux » : la stabilité des prix. Ce n'est pas le principal problème qu'ont du affronter les économies européennes, mais c'est bien la principale source de légitimité de la BCE.

La principale conclusion de cette étude du discours de la BCE est qu'il a une forte teneur politique dans la mesure où sa structure, ses thèmes et les arguments développés tiennent plus à un positionnement stratégique et à des effets de croyance idéale qu'à de la pure analyse économique et monétaire. En effet, l'extrême stabilité du discours et la persistance dans les thèmes abordés (Tableaux II et IV de l'annexe), l'importance de la stabilité des prix et la notion d'incertitude qui y est lié, et la « crispation » idéologique après la crise montrent toutes les caractéristiques du discours de principe, voire dogmatique sous des apparences de discours d'expert.

III) Hypothèses de recherche

1) L'indépendance de la Banque comme facteur sous-jacent au transfert d'idée.

Un enseignement majeur se dégage de l'analyse lexicométrique : la crise financière de septembre 2008 a forcé la Banque à rompre avec sa politique monétaire traditionnelle de taux d'intérêts hauts. Cependant, son discours n'a que très peu changé, les seules variations étant une accentuation de l'importance des réformes liées aux théories néo-classiques. La BCE aurait pu avoir l'opportunité de changer de rhétorique et de remettre en question le socle de sa pensée économique, ce qui aurait été plus cohérent avec la conduite de sa politique monétaire mais ne l'a pas fait. L'analyse de texte ne peut pas livrer d'explication à ce phénomène, ici il faut se rappeler les conditions idéelles de l'architecture de la BCE : son statut d'indépendance étant principalement pertinent dans le cadre des théories néoclassiques³¹. On peut imaginer qu'une fragilisation de ce consensus idéal pourrait remettre en cause, sur le long terme, son indépendance du pouvoir politique. Même si ce cas hypothétique est extrême et peu envisageable³², on peut affirmer que la Banque n'a aucun intérêt à un affaiblissement du consensus qui explique sa position et ses missions. Il est donc dans l'intérêt de la Banque que son modèle d'organisation économique (fortement lié aux paradigmes néo-classiques) soit partagé et implanté par le plus d'acteurs possibles. Pour assurer son indépendance, la Banque adopte un jeu d'acteur cherchant à la fois à préserver sa marge de manœuvre (les gouvernements ne doivent pas influencer les décisions de politique monétaire) et à l'étendre (la Banque cherche à influencer ses partenaires communautaires, afin de tendre vers son modèle d'organisation économique cohérent, elle explique et narre les crises par la non mise en œuvre de ce modèle). Cette « double respiration » est inspirée par l'analyse de l'action

³¹ D'une part parce que dans les théories néo-classiques, la stabilité de la monnaie est centrale et d'autre part parce qu'une des causes du mouvement d'indépendance des Banques Centrales a été le consensus néoclassique dans les forums d'économistes, cf McNamara K., « Rational fictions : Central Bank independence and the social logic of delegation, op.cit.

³² Il faudrait une révision profonde du Traité de Lisbonne qui vient à peine d'être adopté et un changement de personnel politique très important, les conditions de « path-dependancy » institutionnelles semblent être bien solides.

stratégique de Crozier et Friedberg³³ Cette remarque, formulée grâce aux indices qu'a procurés l'analyse du discours forme la première hypothèse de la thèse :

La défense de son indépendance est l'objectif politique principal de la BCE. L'indépendance des banques centrales est une des composantes du bloc théorique néo-classique. Son discours et sa logique argumentative sont stables car une remise en cause des ses postulats entrainerait celle de son indépendance (stratégie défensive). De plus, pour la justifier, et mieux la défendre, la BCE a intérêt à ce que ces postulats soient partagés par le plus grand nombre possible d'acteurs dans le système (stratégie offensive).

2) Transfert d'idée et résistances au changement

Les idées ne sont pas que des facteurs pouvant expliquer le changement : elles peuvent contribuer à la lutte de certains acteurs (comme la BCE) en faveur de la stabilité et du non-changement par la construction et le renforcement d'un consensus idéologique sur l'organisation politique et institutionnelle de l'UE. En effet, on a vu que la Banque n'a pas d'intérêt au changement mais ne peut pas se servir de sa compétence principale (la fixation des taux d'intérêts) pour renforcer sa position. Le principal outil pour la défense de ses intérêts est alors le transfert d'idée. Cette hypothèse cherche à lier les notions de résistance au changement et de transfert.

L'extrême stabilité du discours donne déjà un premier indice sur la manière dont peut se faire ce transfert. En effet, il peut être aussi un atout de rendre son attitude prévisible. Ainsi, Crozier, en reprenant les analyses de Schelling, admet que le fait de « se lier les mains » en rendant son comportement prévisible peut apporter certains avantages dans la négociation³⁴ à condition que les jeux qui la sous-tendent aient des conditions structurelles et dynamiques particulières³⁵. La structure particulière du jeu communautaire est que la BCE est en situation de « monopole » sur la politique monétaire. Elle n'a donc pas à rendre sa politique et sa communication imprévisible (ce qui est de toute façon rendue impossible par la contrainte

³³ Crozier Michel et Friedberg Erhard, *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*

³⁴ p.70

³⁵ Pour reprendre l'exemple de Schelling, des cheminots-grévistes qui se lient aux rails par exemple

idéelle du paradigme néo-classique qui prône la stabilité et la prévisibilité de la politique monétaire pour que les agents puissent anticiper et investir plus facilement). La structure idéelle et institutionnelle du jeu amène donc la Banque à produire un discours et un comportement stable. Cependant, elle joue quand même sur la notion d'incertitude mais seulement sur l'environnement qu'elle doit contrôler. En effet, l'analyse du discours de la Banque montre qu'elle présente la maîtrise de l'inflation comme le principal enjeu économique, monétaire et social tout en insistant sur l'incertitude pesant sur la stabilité de prix, inhérente à la nature volatile des marchés financiers. Une des manières de la Banque de résister à un possible affaiblissement du consensus idéologique est la répétition des mêmes analyses dérivées des théories néo-classiques auprès de ses partenaires et la promotion d'un modèle présenté comme pouvant offrir une solution à la crise.

La notion de transfert d'idée n'est donc pas forcément liée à celle de changement, on peut assister en quelque sorte à un transfert d'idée « défensif ». Ce point est particulièrement important et innovant car il propose une piste alternative à la plupart des travaux sur l'utilisation des idées dans la science politique qui essaient de démontrer la causalité du facteur idéal dans l'explication d'un changement donné³⁶. Ceci forme la deuxième hypothèse :

Le transfert d'idée peut avoir lieu sans choc exogène et n'a pas besoin d'un réalignement des préférences des acteurs, c'est un processus permanent.

3) Le transfert entre interaction stratégique et structure idéelle.

Cette hypothèse est confirmée par la nature particulière de l'environnement institutionnel dans lequel évolue la Banque. Si elle est indépendante, elle participe quand même à de nombreux forums d'analyse économiques et monétaires et à des rencontres décisives pour l'orientation

³⁶ A titre non exhaustif, on peut citer : Schmidt V.A. « The explanatory power of ideas and discourse », *Annual review of political sciences*, Vol 11, 2008, Blyth Mark, *Great transformations, economic ideas and institutional change in the twentieth century*, et Parsons Craig, "Showing Ideas as Causes : The Origins of European Union", *International Organization*, Vol.56, No.1, Hiver 2002, pp 47-84, Diez Thomas, "Europe as a Discursive Battleground: Discourse Analysis and European Integration Studies", *Cooperation and Conflict*, Vol.36, No.1, 2001

des politiques dans ce domaine³⁷. Plus précisément, le directeur de la Banque participe aux réunions Eurogroupe et Ecofin, au dialogue macroéconomique annuel de l'UE et est auditionné tous les trois mois au Parlement. De plus, le président du Conseil Ecofin et des représentants de la Commission peuvent assister aux réunions du Conseil directoire de la Banque, qui est sa plus haute instance décisionnelle. Enfin, des représentants de la BCE participent aux « Comité Economique et Financier » (EFC) et au « Comité de Politique Economique » (EPC) qui sont deux instances préparant les réunions de l'Eurogroupe et de l'Ecofin sur le modèle du Coreper³⁸. Les auditions au Parlement sont les seules interactions rendues publiques et celles-ci ont été mises en place car elles permettaient à la Banque de renforcer sa légitimité démocratique, et au Parlement de se poser comme interlocuteur crédible et de renforcer sa présence dans le champ économique et monétaire par rapport aux autres institutions européennes³⁹. Les autres réunions peuvent être à priori plus favorables à un transfert d'idée entre la Banque et ses partenaires européens car elles sont peu publicisées⁴⁰ et favorisent ainsi la confiance et l'écoute des uns et des autres. Ainsi, l'Eurogroupe⁴¹ n'est pas une institution très connue, et les débats ne sont pas publics, la réunion influant en amont les débats plus policés du conseil Ecofin. Il agit donc comme un forum de rencontre entre les ministres et une chambre de pré-décisions. Les méthodes de travail informel créent un environnement de travail favorable à la négociation recherchant le compromis. De plus, la confidentialité permet des critiques franches et la tenue d'un débat sur la politique budgétaire et des prises de position de la BCE qui ne pourrait pas s'exprimer dans un autre contexte car le débat ne relève pas de ses compétences. La manière d'agir du président de la BCE est intéressante à analyser : il déclare d'abord les décisions de politique monétaire à venir et adresse ensuite des critiques pays par pays sur leur situation budgétaire. Enfin, la configuration confidentielle de l'Eurogroupe permet de se référer aux idées économiques qui

³⁷ Cette présence est due à la volonté des décideurs politiques de favoriser le dialogue macro-économique et permet à la Banque de renforcer sa crédibilité en montrant des signes de transparence et de responsabilité démocratique.

³⁸ La Banque a rédigé un résumé de ses interactions dans l'article en annexe du Bulletin Mensuel d'Octobre 2000.

³⁹ Jabko N., « Expertise et politique à l'âge de l'Euro, la Banque Centrale Européenne sur le terrain de la démocratie », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol 51(6), décembre 2001, pp 903-931

⁴⁰ Le nom des membres de l'EFC n'est pas public.

⁴¹ Puetter U., « Governing informally: the role of the Eurogroup in EMU and the Stability and Growth Pact », *Journal of European Public Policy*, Vol.11, No.5 Octobre 2004, pp. 854-870

sous-tiennent les objectifs de la politique économique de l'UE et du pacte de Stabilité, créant et conservant ainsi le consensus sur les fondamentaux⁴². On voit que le discours de la BCE rentre parfaitement dans ce cadre et que le directeur peut s'insérer dans cette interaction avec les ministres de l'économie et des finances qui correspond aux objectifs stratégiques de la Banque. La permanence de ces réunions est un autre facteur clé car si la stabilité d'un jeu se trouve inscrite dans les faits, les phénomènes d'identification entre acteurs, de complicité, voire de symbiose pourront se développer librement. La régularité de l'interaction entre les segments des différentes organisations est alors décisive pour le processus de transfert d'idée.

Pour préparer ces réunions, l'EFC (qui contient également une session Eurogroupe) et l'EPC sont deux organes privilégiés : ce sont des forums privilégiés pour un dialogue sur les politiques économiques à mener entre les Etats-membres, la Commission et la BCE⁴³. Grâce à la préparation du travail pour l'Eurogroupe et l'Ecofin, ils influent largement sur la palette d'options disponibles pour les décideurs. Ils partagent le même secrétariat et l'EFC se concentre plus sur les sujets de court terme quand l'EPC s'intéresse plus aux débats de fond des politiques économiques et ont une fonction d'interface entre la prise de position politique et les débats d'experts. Le rôle de ces forums est notamment crucial en période de crise où les incertitudes qui entourent les nouveaux problèmes économiques ont besoin d'être narrés et d'être compréhensibles pour les décideurs politiques en développant un nouveau répertoire d'idées. Une question se pose alors : quelle est l'attitude des représentants de la Banque dans ces forums influents et comment ceux-ci peuvent-ils faire accepter leurs idées?

La réponse tient en deux points : étant donné leur manque de légitimité à parler de sujets n'étant pas reliés à la politique économique, les agents de la Banque vont adopter une posture d'expert pour les investir. Cependant, leurs arguments ne seront pas acceptés au seul nom de l'expertise : il faut qu'il y ait une potentialité de *traduction du répertoire d'idées*⁴⁴ de la BCE dans celui produit par les forums communautaires. Cette notion se rapproche beaucoup de

⁴² Puetter U., « Governing informally: the role of the Eurogroup in EMU and the Stability and Growth Pact » p.864

⁴³ Grosche G. et Puetter U. « Preparing the Economic and Financial Committee and the Economic Policy Committee for Enlargement », *European Integration*, Vol.30, No.4, Septembre 2008, pp 527-543

⁴⁴ Cette notion est développée sous le terme de *translability* dans Diez Thomas, "Europe as a Discursive Battleground: Discourse Analysis and European Integration Studies »

l'univers des possibles de Michel Foucault : pour Diez la définition d'un concept ou d'une idée est donc l'enjeu majeur des batailles politiques qui cherchent à produire une articulation cohérente de concepts entre eux. Cette articulation est appelée les « discursive nodal points » : l'idée centrale est que pour justifier une définition précise d'un concept non stabilisé (comme la notion de salaire minimum par exemple), il faut la relier de manière cohérente avec un ou plusieurs univers de concepts afin de la légitimer (comme les notions de flexibilité des marchés). La fixation des préférences des acteurs est alors une conséquence de la bataille sémantique autour de certaines notions clés. Il faut cependant noter que la potentialité du transfert n'est pas dépendante entièrement des jeux se déroulant dans les forums : pour qu'un agent puisse être convaincu par une certaine idée, il faut que celle-ci ne soit pas en contradiction avec des croyances trop fortes internalisées pendant sa socialisation antérieure. Cependant, le recrutement des élites européennes semble être assez homogène et ce facteur ne devrait pas rentrer en compte, les agents ont ainsi déjà internalisé le langage adéquat des forums⁴⁵. Ainsi, un transfert d'idée n'est jamais complètement subi, ni complètement stratégique : il a besoin des deux composantes pour se mettre en place. On considère que les agents de la BCE sont conscients du potentiel stratégique de leurs interactions avec les autres institutions européennes. De plus, ils connaissent leurs intérêts, et les limites à ne pas franchir dans une négociation, en d'autres termes, ils connaissent les règles du système et jouent avec en adoptant une posture d'expert. Cependant, cette position n'est valide que s'ils utilisent des arguments « compatibles » avec les paradigmes économiques dominants dans l'UE, le transfert ne peut donc pas avoir lieu si les partenaires de la BCE ne partagent pas, en partie, ces paradigmes, car l'argumentation de la Banque ne serait plus compréhensible hors de ce cadre idéal. En conclusion, on postule que les acteurs sont conscients et réflexifs sur leur

⁴⁵ Voir Dezalay Yves, « Les courtiers de l'international, Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Num.151-152, 2004

Kauppi Niilo, *Democracy, social resources and political power in the European Union*, Manchester University Press, Manchester, 2005

Rosenau James et al., *On the cutting edge of globalization*, Rowmann and littlefield publishers, Lanham, 2006

utilisation stratégique du transfert d'idée, mais ne le sont pas forcément sur les conditions structurelles qui le permettent car elles sont « taken for granted ». Ceci forme la troisième et dernière hypothèse :

Les agents participants aux forums scientifiques communautaires et confidentiels sont les principaux mécanismes du transfert d'idée. Ils utilisent une position d'expert et un langage compatible avec ces forums pour le mettre en place.

Bibliographie

Barbas Joan « La communication de la Banque Centrale Européenne, entre technicité économique et impératif de justification », *Terrains et travaux*, Vol.8, No.1, 2005, pp 53-73

Blyth Mark, *Great transformations, economic ideas and institutional change in the twentieth century*. Cambridge University Press, Cambridge, 2002
Deleuze G., *Foucault*, Ed.de Minuit, Paris, 1986

Crozier Michel et Friedberg Erhard, *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977

Dezalay Yves, « Les courtiers de l'international, Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Num.151-152, 2004

Diez Thomas, "Europe as a Discursive Battleground: Discourse Analysis and European Integration Studies", *Cooperation and Conflict*, Vol.36, No.1, 2001

Dufresne A. "Le discours de la BCE concernant les aspects sociaux". In Purnelle G, Fairon C et Dister A. (éds). *Le poids des mots. Actes des 7e journées internationales d'analyse des données textuelles*, Presses Universitaires de Louvain, 2004

Elgie R., "The Politics of the European Central Bank: Principal-Agent theory and the Democratic Deficit". *Journal Of European Public Policy*, Vol. 9, No. 2, 2002, pp 186-200

Fontan Clément, « La BCE, un nouvel acteur politique, Analyse lexicométrique des bulletins mensuels (2006-2007) », Mémoire de M2 recherche, IEP Grenoble, 2008

Fontan Clément, « What does it really change ? The effects of the 2008 economic crisis on the ECB discourse », Communication for the 4th EU grad Student Conference, Pittsburgh 2009.

Foucault M. *Power/knowledge : selected interviews and other writings*, 1972-1977, Pantheon, 1980

Foucault M. and Faubion J. *Power (essential works of Foucault 3)*, Penguin Books, 2002

Grosche G. et Puetter U. « Preparing the Economic and Financial Committee and the Economic Policy Committee for Enlargement », *European Integration*, Vol.30, No.4, Septembre 2008, pp 527-543

Hart Keit et Ortiz Horacio, « Anthropology in the financial crisis », guest editorial in *Anthropology today*, Vol.24, No.6, Décembre 2008, pp 1-3.

Howarth D. and Loedel P., "The ECB and the Stability Pact: policeman and judge?", *Journal of European Public Policy*, Vol.11, No.5, Octobre 2004, pp. 832–853

Jabko N., « Expertise et politique à l'âge de l'Euro, la Banque Centrale Européenne sur le terrain de la démocratie ». *Revue Française de Sciences Politiques*, vol 51(6), décembre 2001, pp 903-931

Jabko Nicolas, *Playing the market, a political strategy for uniting Europe, 1985-2005*, Cornell University Press, Ithaca, 2006

Jobert B, *Le tournent néo-libéral en Europe*, Paris, Harmattan, 1994

Jobert B., « Europe and the recomposition of national forums : the French case », *Journal of European Public Policy*, Vol.10, No.3, Juin 2003, pp 463-477

Kaelberer M., "Knowledge, power and monetary bargaining: central bankers and the creation of monetary union in Europe", *Journal of European Public policy*, Vol.10, No.3, Juin 2003, pp 365-379

Kauppi Niilo, *Democracy, social resources and political power in the European Union*, Manchester University Press, Manchester, 2005

Labbé D. « Normes de saisie et de dépouillement des textes politiques », *Cahier du CERAT*, Grenoble, 1990

Labbé Cyril and Labbé Dominique "Inter-Textual Distance and Authorship Attribution Corneille and Molière". *Journal of Quantitative Linguistics*. No.8, Vol. 3, p. 213-231. 2001

Labbé C. et Labbé D. « How to measure the meanings of words ? Amour in Corneille's work », *Langage Resources Evaluation*, Vol 39, 2005, pp 335-351

Marcussen M. « Central Bankers, the ideational life-cycle and the social convergence in the EMU », *EUI Working Paper No 98/33*, 1998

Mcnamara K., *The currency of ideas : monetary politics in the European Union*, Ithaca, Cornell University Press, 1998

Mcnamara K., « Rational fictions :Central Bank independence and the social logic of delegation», *West European Politics*, Vol.25, No.1, January 2002, pp 47-76

Mcnamara K., “Economic Governance, Ideas and EMU: What Currency Does Policy Consensus Have Today?”, *Journal of Common Market Studies*, Vol. 44. No.4, 2006, pp 803-82

Palier B. et Surel Y., « Les trois « I » et l’analyse de l’Etat en action », *Revue Française de sciences politiques*, Vol.55, No.1, février 2005, pp 7-32

Parsons Craig, “Showing Ideas as Causes : The Origins of European Union”, *International Organization*, Vol.56, No.1, Hiver 2002

Parsons Craig, *How to map arguments in political sciences*, Oxford, Oxford university press, 2007

Pollack, Mark A. “Delegation, agency, and agenda-setting in the European Community”, *International Organization*, vol. 51, 1997, pp 99-134

Puetter U., « Governing informally: the role of the Eurogroup in EMU and the Stability and Growth Pact », *Journal of European Public Policy*, Vol.11, No.5 Octobre 2004, pp. 854–870

Rosenau James et all, *On the cutting edge of globalization*, Rowmann and littlefield publishers, Lanham, 2006

Sabatier P. (ed) *Theories of the Policy process*, Westview Press, Boulder, 1999

Schmidt V.A. « The explanatory power of ideas and discourse », *Annual review of political sciences*, Vol 11, 2008

Verdun Amy « The role of the Delors Committee in the creation of EMU : an epistemic community? », *EUI Working Paper No 98/44*, 1998